

BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT

2009



La vie en couleurs



GROUPES BANK OF AFRICA

Sommaire

Table of contents

Banques et Filiales du Groupe 1

Group Banks and Subsidiaries

Les points forts du Groupe 2-3

Group strong points

Produits et Services disponibles 4

French only

RAPPORT D'ACTIVITÉ exercice 2009

Le mot de la Directrice Générale 6-7

Comments from the Managing Director

Faits marquants 2009 8

Highlights

Chiffres-clés 9

Key figures

Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA 10-11

French only

Conseil d'Administration, Capital 12

Board of Directors, Capital

Rapport du Conseil d'Administration 13-21

Board of Directors' report

Rapports des Commissaires aux Comptes

French only

Rapport Général 22-24

Rapport Spécial 25-28

Bilan et Compte de Résultat 29-35

Balance sheet and Income statement

Résolutions 36-37

Resolutions

Annexes 38-49

French only

BANK OF AFRICA - BENIN

20 ◆ Cotonou ●

16 ▲ Abomey-Calavi, Allada, Azové, Bohicon, Cocotomey, Comé, Dassa-Zoumé, Djougou, Kandi, Natitingou, Parakou 1, Parakou 2, Pobè, Porto-Novo, Sèmè Kraké, Ouando (Porto-Novo).

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

12 ◆ Ouagadougou ●

6 ▲ Bobo-Dioulasso, Essakane, Fada N'Gourma, Koudougou, Koupéla, Pouytenga.

BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE

10 ◆ Abidjan ●

8 ▲ Bouaké, Daloa, Gagnoa, Korhogo, San Pedro, Sinfra, Soubré, Yamoussoukro.

BANK OF AFRICA - MALI

10 ◆ Bamako ●

6 ▲ Kayes, Koulikoro, Koutiala, Nioro du Sahel, Ségou, Sikasso.
2 ▲ Morila (Sikasso), Sadiola (Kayes).

BANK OF AFRICA - NIGER

6 ◆ Niamey ●

6 ▲ Agadez, Dosso, Gaya, Maradi, Tahoua, Tillabéri.

BANK OF AFRICA - SENEGAL

11 ◆ Dakar ●

3 ▲ Kaolack, Saly Portudal, Touba.

BANQUE DE L'HABITAT DU BENIN

1 ◆ Cotonou ●

Banques et Filiales du Groupe fin 2009

Group Banks and Subsidiaries at end 2009



BOA - FRANCE

1 ◆ Paris, France ●

BUREAU DE REPRÉSENTATION

Paris, France ● (Representative office)

BANK OF AFRICA - KENYA

6 ◆ Nairobi ●
3 ▲ Kisumu, Mombasa, Thika.

BOA BANK - TANZANIA

8 ◆ Dar es Salaam ●
4 ▲ Arusha, Morogoro, Moshi, Mwanza.

BANK OF AFRICA - UGANDA

9 ◆ Kampala ●
10 ▲ Arua, Entebbe, Fort Portal, Gulu, Jinja (2), Lira, Mbale, Mbarara, Mukono.

BANK OF AFRICA - RDC

1 ◆ Kinshasa ●

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

18 ◆ Antananarivo ●
43 ▲ Réparties sur l'ensemble du territoire.
Throughout the country.

BANQUE DE CREDIT DE BUJUMBURA (BCB)

Intégrée au Réseau BOA en 2008 / Integrated into BOA network in 2008.

3 ◆ Bujumbura ●
9 ▲ Gihofi, Gitega, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Ngozi, Rumonge, Rugombo, Ruyigi.

AGORA

AÏSSA

ATTICA

ÉQUIPBAIL-BENIN

ÉQUIPBAIL-MALI

ÉQUIPBAIL-MADAGASCAR

ACTIBOURSE

Cotonou ●
1 contact dans chaque BOA
1 contact in each BOA company
1 ● Abidjan.

BOA-ASSET MANAGEMENT

Abidjan ●

FONDATION BANK OF AFRICA

Bamako ●
7 ● Abidjan, Antananarivo, Cotonou, Dakar, Kampala, Niamey, Ouagadougou.

Les points forts du Groupe

La qualité du service offert à la clientèle

Le dynamisme et la disponibilité des hommes

La solidité financière

La cohésion du réseau

La diversité des financements proposés

L'expertise en ingénierie financière

La puissance des partenaires

Un réseau puissant

- Plus de 3 000 personnes à votre service.
- Des participations importantes dans plusieurs sociétés d'assurance-vie.
- Environ 250 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 13 pays, hors partenaires associés.
- Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique en expansion continue.
- Plus de 700 000 comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

- Une gamme complète de produits bancaires et financiers.
- Une offre attractive en matière de contrats d'assurance-vie.
- Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.
- Une ingénierie financière performante.

Des partenaires stratégiques, dont :

- BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),
- PROPARCO,
- la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),
- la BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),
- la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),
- la SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),
- et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

- Un développement continu depuis près de 30 ans.

Group strong points

2009
CA GROUPE*
± 270
M€

* GROUP TURNOVER

Quality of customer service
Dynamic, accessible staff
Financial solidity
Cohesive network

A wide range of financing solutions
Expertise in financial engineering
Strong partners

A strong network

- More than 3,000 people at your service.
- Major holding in several life insurance companies.
- About 250 dedicated operating and service support offices in 13 countries, excluding affiliated partners.
- A continuously expanding fleet of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals.
- Over 700,000 bank accounts.

A wide and varied offer

- Full range of banking and financial services.
- Attractive range of life insurance policies.
- Tailored solutions for all financing issues.
- Successful financial engineering.

Strategic partners, including:

- BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),
- PROPARCO,
- INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),
- WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),
- NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),
- BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),
- and investment fund AUREOS.

Unique experience in Africa

- Continuous development for almost 30 years.

Produits et services disponibles

Réseau francophone BANK OF AFRICA

BOA-CÔTE D'IVOIRE

Assurances

Assurance Études
Assurance Prévoyance
Assurance Retraite

Comptes

Compte Chèque
Compte Devises
Compte Elite
Compte Jeunes

Épargne

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Compte Épargne Elite
Dépôt à Terme
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement
Plan Épargne Pèlerinage

Monétique

Carte SÉSAME
Carte VISA LIBRA
Carte VISA PROXIMA
Carte VISA Prépayée TUCANA
Cash Advance MASTERCARD

Multimédia

B-Phone - B-SMS
B-Web

Package

Pack SALARIA

Prêts

Avance
Avance Tabaski
Découvert Autorisé
Microfinance
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Etudiant 2iE
Prêt Événements Familiaux
Prêt Habitation
Prêt Immobilier
Prêt Informatique
Prêt Personnel
Prêt Première Installation
Prêt Rechargeable
Prêt Scolarité
Prêt Véhicule

Services aux entreprises

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

Transferts et change

Change Manuel (En euros)
Chèques de Voyage
Transfert Flash
Western Union

Services Associés

Chèque de Banque
Recharge de Téléphone Électronique

PACK SALARIA
tout en un, tout compris

- Compte Chèque
- Compte Épargne
- Découvert automatique
- Carte de retrait SÉSAME
- B-SMS / B-PHONE
- Assurances*

2 500 FCFA par mois

BANK OF AFRICA
GRUPE BANK OF AFRICA

PRET IMMOBILIER
Pour devenir propriétaire

BANK OF AFRICA
GRUPE BANK OF AFRICA

TOUS À L'ÉCOLE : le prêt pour payer l'école de vos enfants

BANK OF AFRICA
GRUPE BANK OF AFRICA

Rapport d'activité 2009

Activity Report 2009



Faciliter la vie
Making life easier

Le mot de la Directrice Générale

Comments from the Managing Director



L'activité économique en Côte d'Ivoire a connu une croissance de 3,7 % en 2009, tirée par l'ensemble des secteurs d'activité et profitant des annulations de dettes obtenues, suite à l'atteinte du point de décision de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Cependant, les incertitudes quant à la tenue de l'élection présidentielle, maintes fois reportée, créent un environnement défavorable aux affaires, marqué en outre par l'attentisme des bailleurs de fonds.

Dans le secteur bancaire ivoirien, la concurrence est de plus en plus vive, nourrie par une stratégie d'expansion des réseaux d'agences, une forte agressivité commerciale et une communication grand public, surtout à l'adresse de la clientèle des particuliers.

Malgré cet environnement peu propice, la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) a réussi à accroître de 6,0 % les ressources collectées auprès de la clientèle, grâce notamment aux actions commerciales menées tout au long de l'année 2009 et à l'ouverture de 8 nouvelles agences dont 7 à l'intérieur du pays. Les dépôts de la clientèle ont atteint 122,5 milliards de F CFA au 31 décembre 2009, pratiquement en ligne avec l'objectif fixé.

En raison de la défaillance de nombreux opérateurs économiques à l'égard du système bancaire, notre Banque a dû resserrer ses conditions d'octroi de crédits dans un souci d'amélioration de la qualité de ses risques. Ainsi, le volume des engagements clientèle s'est établi à 132,3 milliards de F CFA, en baisse de 12,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Economic activity in Côte d'Ivoire experienced growth of 3.7% in 2009, buoyed by all sectors of activity and following the debt cancellation obtained as a result of a decision made under the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) initiative.

However, the uncertainty surrounding the presidential election, which was postponed several times, created an unfavourable business environment, marked by the wait-and-see attitude of funding agencies.

In the Ivorian banking sector, competition is increasingly fierce with agency networks pursuing expansionist strategies, and deploying aggressive commercial tactics and mass advertising campaigns, mainly targeting retail customers.

Despite the inauspicious environment, BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) managed to increase customer deposits collected by 6.0%, through commercial actions conducted throughout 2009 and the opening of eight new branches, including seven in the interior of the country. Customer deposits amounted to CFAF 122.5 billion at 31 December 2009, practically on target.

Due to the failure of a number of economic operators as regards the banking system, our Bank had to tighten loan approval conditions in order to improve its quality of risks. Its volume of customer loans came to CFAF 132.3 billion, down 12.8% compared with the previous period.

Cependant, les produits d'exploitation n'ont pas faibli, et ont même connu un accroissement de 3,7 % à 18,1 milliards de F CFA, grâce à l'augmentation de 7,9 % des produits de commissions. Cette performance, conjuguée à la baisse du coût des ressources, a permis une amélioration satisfaisante de 9,7 % du Produit Net Bancaire (PNB) qui s'affiche à 10,9 milliards de F CFA en 2009.

Malgré la constitution d'importantes provisions de 3,6 milliards de F CFA, en couverture des créances en souffrance, le bénéfice net après impôt s'élève à 1,8 milliard de F CFA.

Ces différents résultats, obtenus dans un contexte globalement difficile, laissent entrevoir, en cas de retour à la normalisation de la situation sociopolitique, une forte amélioration de la rentabilité de notre Banque. Leur réalisation a été possible, grâce au dynamisme des équipes et aux efforts soutenus des actionnaires que nous remercions.

Lala MOULAYE

Directrice Générale

However, operating income did not weaken, and even increased by 3.7% to CFAF 18.1 billion, thanks to the 7.9% rise in income from commissions. This performance, combined with the fall in the cost of funds, led to a satisfactory rise of 9.7% in net banking income which came to CFAF 10.9 billion in 2009.

Despite allocating substantial provisions of CFAF 3.6 billion to cover doubtful debts, net income after tax totalled CFAF 1.8 billion.

These results, achieved in a globally difficult context, hold promise of a substantial rise in profitability for our Bank, providing the socio-political situation returns to normal. They were made possible by the dynamism of our teams and the sustained efforts of our shareholders, whom we take this opportunity of thanking.

Lala MOULAYE

Managing Director

Faits marquants 2009

Highlights 2009

Mars

- Ouverture de trois nouvelles Agences en province dans la « boucle du cacao », à **Daloa**, **Gagnoa** (photo ②) et **Soubré** (photo ①), dans une région située à l'ouest d'Abidjan.

Avril

- Ouverture d'une nouvelle Agence, à **Bouaké** 2nde ville du pays, située au centre de la Côte d'Ivoire.

Mai

- Organisation des Rencontres BANK OF AFRICA 2009 pour les cadres du Groupe, à Abidjan.
- Emission d'un emprunt obligataire de 3 milliards de F CFA dans le cadre de l'émission simultanée pour les 6 BANK OF AFRICA d'Afrique de l'Ouest d'emprunts obligataires pour un montant total de 20 milliards de F CFA.

Juin

- Mise en place d'un prêt consorcial à court terme de 15 milliards de F CFA pour la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) avec arrangement et financement par le Groupe BANK OF AFRICA.

Août

- Décision d'augmentation à 4,8 milliards de F CFA du capital social de la Banque, par incorporation de réserves.

Septembre

- Ouverture de l'Agence de **Treichville** (photo ③), quartier commerçant d'Abidjan.

Octobre

- Obtention de l'accord du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) pour une Offre Publique de Vente (OPV) de 120 000 actions, pour une valeur nominale totale de 1,2 milliards de F CFA, préparant l'entrée en bourse de la Banque.

Décembre

- Ouverture de trois nouvelles Agences : à **Yamoussoukro** (photo ④), la capitale administrative du pays, à **Korhogo**, la grande ville du nord de la Côte d'Ivoire et à **Sinfra**, dans l'ouest du pays.

March

- Opening of three new branches in **Daloa** (photo ②), **Gagnoa** and **Soubré** (photo ①), in the "cocoa loop", a region to the west of Abidjan.

April

- Opening of a new branch in **Bouaké**, the country's second largest city, in the center of Côte d'Ivoire.

May

- BANK OF AFRICA 2009 Meeting held in Abidjan for senior officers of the Group.
- Bond issue of CFAF 3 billion as part of the simultaneous bond issue by the six BANK OF AFRICA banks in West Africa for a total of CFAF 20 billion.

June

- Implementation of a short-term consortium loan of CFAF 15 billion for Société Ivoirienne de Raffinage (SIR), arranged and financed by the BANK OF AFRICA Group.

August

- Decision to increase the Bank's share capital to CFAF 4.8 billion by incorporating capital reserves.

September

- Opening of a branch in **Treichville** (photo ③), a commercial district of Abidjan.

October

- Consent by the Regional Council for Public Savings and Financial Markets (CREPMF) for a public offering of 120,000 shares, with a total nominal value of CFAF 1.2 billion, in preparation for the Bank's initial public offering.

December

- Opening of three new branches: in **Yamoussoukro** (photo ④), the administrative capital, in **Korhogo**, a major city in the north, and in **Sinfra**, in the west of Côte d'Ivoire.

Chiffres-clés

Key figures

Au 31/12/2009 / On 31/12/2009



1 La nouvelle Agence de Soubré.
The new Soubré Branch.



2 La nouvelle Agence de Gagnoa.
The new Gagnoa Branch.



3 La nouvelle Agence de Treichville,
à Abidjan.
The new Treichville Branch,
in Abidjan.



4 La nouvelle Agence
de Yamoussoukro.
The new Yamoussoukro Branch.

**Total Bilan
Total Assets**

183 995

millions de F CFA
CFAF million

Activité

Dépôts clientèle *	122 476
Créances clientèle *	114 697

Résultat

Produit Net Bancaire *	10 949
Charges de fonctionnement *	5 932
Résultat Brut d'Exploitation *	4 480
Résultat Net *	1 828
Coefficient d'Exploitation (%)	59,09

Structure

Total Bilan *	183 995
Fonds Propres après répartition *	10 460
Fonds Propres/Total Bilan (%)	5,68
Effectif moyen pendant l'exercice	152

(*) En millions de F CFA

Activity

Deposits *	122,476
Loans *	114,697

Income

Operating income *	10,949
Operating expenses *	5,932
Gross operating profit *	4,480
Net income *	1,828
Operating ratio (%)	59.09

Structure

Total Assets *	183,995
Shareholders' equity after distribution *	10,460
Shareholders' equity /Total assets (%)	5.68
Average number of employees	152

(*) In CFAF millions

Engagements citoyens de la Banque

La BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE)

a orienté en 2009 ses actions citoyennes selon 3 axes :

- la prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans l'analyse et l'évaluation des crédits à la clientèle ;
- le soutien permanent aux efforts de sortie de crise de l'État de Côte d'Ivoire et au secteur privé ;
- le soutien aux activités sociales du bureau local de la Fondation BANK OF AFRICA.

Environnemental

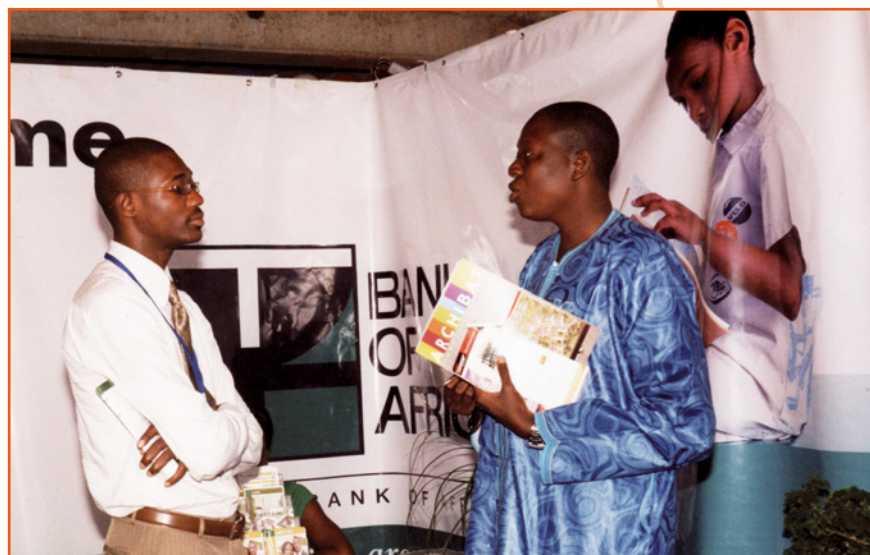
● La BOA-CÔTE D'IVOIRE attache une importance particulière à la prise en compte des facteurs environnementaux dans l'analyse du risque pour l'octroi de crédits.

● Ainsi, un système de gestion des risques environnementaux et sociaux, élaboré par la holding BOA GROUP, est systématiquement mis en application dans les procédures d'octroi de crédits, notamment par la collecte d'informations auprès des clients demandeurs de crédits, par l'analyse de celles-ci, et, si nécessaire, par une visite sur le site, pour vérifier les données reçues et évaluer les impacts du projet.

Économique

● La contribution de la BOA-CÔTE D'IVOIRE au développement des entreprises, privées comme publiques, s'est d'abord manifestée en 2009 par la préparation d'un partenariat entre la Banque et l'Agence Française de Développement (AFD), qui offrira la possibilité aux entreprises de bénéficier de concours garantis par l'AFD.

● Dans le cadre des financements majeurs qui ont été accordés en 2009, on peut noter d'importants prêts consortiaux à des entreprises de premier plan dans le secteur de l'agroalimentaire, de l'énergie, plus particulièrement celui du secteur pétrolier, et pour le refinancement partiel de la créance sur l'État de Côte d'Ivoire.



*Participer
à la vie locale*

La BOA-CÔTE D'IVOIRE informe le public,
au Salon ARCHIBAT.

et de la Fondation BANK OF AFRICA

Actions de la Fondation

① Financement à hauteur de 100 millions de F CFA pour la réhabilitation et l'équipement de 4 maternités, à Bouaké, Zuenoula, Soubré et Daloa, en liaison avec Le Fonds des Nations Unies pour les Populations (FNUAP).



① La remise du financement. De gauche à droite : Tiemoko KOFFI, Administrateur de la Fondation BOA ; Lala MOULAYE, Directrice Générale de la BOA-CÔTE D'IVOIRE ; Dr Rémy KOUADIO ALLAH, Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique ; Philippe DELANNE, Représentant-Résident du FNUAP en Côte d'Ivoire.



② Caravane de sensibilisation de la Journée du Cœur.

② Participation financière à la Journée Mondiale du Cœur, campagne de sensibilisation aux maladies cardiovasculaires, organisée par la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (FICA) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Conseil d'Administration

Board of Directors

Le Conseil d'Administration, de 11 membres, est actuellement composé comme suit :

The Board of Directors is at present made up of the following 11 members:

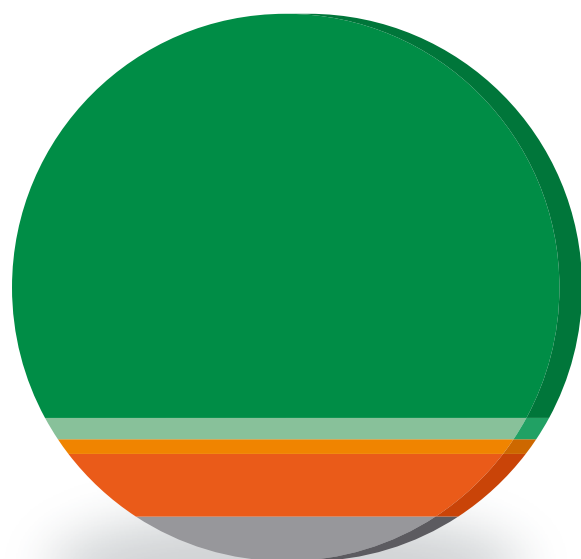
- Paul DERREUMAUX, Président / *Chairman*
- BANK OF AFRICA - BENIN (BOA-BENIN) représentée par / represented by Benoît MAFFON
- SIDAM représentée par / represented by Tiémoko KOFFI
- STAMVIE représentée par / represented by Fructueux TETIALI
- Ousmane DAOU
- Léon NAKA
- Francis SUEUR
- Noël Yawo EKLO
- Mamoun BELGHITI
- Mamadou SENE
- Mamadou KA

Capital

Capital

Au 31 décembre 2009, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 31 December 2009, the Bank's capital was held as follows:



74.01%	BOA GROUP
3.73%	ATTICA S.A.
2.94%	BANK OF AFRICA - BENIN
11.04%	ACTIONNAIRES NATIONAUX NATIONAL SHAREHOLDERS
8.28%	AUTRES ACTIONNAIRES OTHER SHAREHOLDERS

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 avril 2010

Report by the Board of Directors
to the Annual General Meeting held on 6 April 2010



Améliorer la vie
Making life better

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

Le cadre économique & financier de l'exercice 2009

L'économie mondiale a évolué dans un environnement globalement défavorable, marqué par la crise économique et financière internationale. Dans ce contexte, la croissance mondiale ressortirait négative de 1,1 % en 2009. Néanmoins, par rapport à l'année précédente qui a connu une récession de 1,4 %, une reprise est observée, grâce à la mise en œuvre de plans de relance concertés à l'échelle mondiale. Cette évolution se traduit par un relèvement des cours des matières premières sur le marché international, notamment ceux du cacao et du pétrole brut. Malgré cette amélioration, la consommation des ménages peine à reprendre, à cause notamment du niveau élevé du chômage lié à la fermeture des entreprises.

Dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la croissance se situerait à 3 % en 2009 contre 3,8 % l'année précédente. Ce ralentissement serait lié à la contraction de la demande extérieure des produits d'exportation et aux accumulations d'arriérés de paiement intérieurs nées des incidences des crises alimentaire et énergétique. Cette situation fait planer de sérieux risques sur l'activité du secteur privé et la qualité du portefeuille des banques.

Après avoir constaté un ralentissement du rythme d'expansion des crédits à l'économie et de la liquidité globale, ainsi que l'atténuation sensible des risques inflationnistes dans l'Union, la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a baissé, le 16 juin 2009 ses taux directeurs d'un demi point. Ainsi, le taux de pension est passé de 4,75 % à 4,25 %, tandis que le taux d'escompte est ramené à 6,25 %. Cette décision vise à stimuler et accompagner les banques dans le financement de l'économie.

PIB
+ 3,7 %

En Côte d'Ivoire, la relance de l'économie se confirme en 2009, profitant de la normalisation de la situation socio-politique et de la conclusion, en mars 2009, d'un programme triennal appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). L'impact des annulations de dettes obtenues suite à l'atteinte du point de décision de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) y a également contribué. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) enregistre une hausse de 3,7 % contre 2,3 % en 2008.

Cette croissance, accompagnée de la baisse du rythme de l'inflation, est tirée par la bonne tenue de l'ensemble des secteurs, et particulièrement le secteur primaire qui enregistre un regain d'activité, après un repli en 2008.

Pour la balance des paiements, le solde global ressortirait à 50 milliards de F CFA en 2009 contre un déficit de 13,5 milliards de F CFA en 2008. L'excédent courant se situerait à 385 milliards de F CFA, en hausse de 91 % par rapport à l'année précédente, en relation avec une réduction du déficit des services et une amélioration du solde des transferts courants.

L'inflation s'est établie à fin décembre 2009 à 1 % en moyenne annuelle contre 6,3 % à fin décembre 2008. Cette évolution s'explique principalement par le réajustement à la baisse des prix des carburants intervenu en avril 2009 et sa répercussion sur les prix des biens et services.

Les finances publiques à fin octobre 2009 font apparaître un solde global, y compris les dons, excédentaire de 93 milliards de F CFA contre un



*L'équipe de l'Agence de Yamoussoukro devant la basilique Notre-Dame de la Paix.
The Yamoussoukro Branch team, in front of Notre-Dame de la Paix basilica.*

déficit de 41 milliards de F CFA à la même période en 2008, soit une amélioration de 134 milliards de F CFA. Cela est dû, d'une part, à l'accroissement des recettes fiscales, notamment les droits d'enregistrement sur le café et le cacao et les recettes douanières, et, d'autre part, à la forte mobilisation des contributions extérieures enregistrant 257 milliards F CFA de programmes de dons.

Au plan de la demande, les investissements sont estimés en hausse contrairement à la consommation.

Les investissements devraient connaître une progression de 12,7 % en volume en 2009, sous l'impulsion de la construction d'infrastructures industrielles, du renouvellement de l'appareil productif, de la poursuite des chantiers de l'État et du développement des projets socio-économiques.

La consommation finale, quant à elle, ressortirait en baisse de 0,9 % en termes réels en 2009 contre une hausse de 3,2 % en 2008. Cette évolution proviendrait essentiellement du recul de 4,6 % de la consommation des administrations publiques, suite à la compression des dépenses de fonctionnement liée aux contraintes de respect des objectifs du programme économique et financier conclu avec les partenaires au développement.

Economic & financial trends during fiscal year 2009

The global economy developed in a generally unfavourable environment, marked by the worldwide economic and financial crisis. In this context, global activity showed a 1.1% decline in 2009. Nevertheless, compared with the previous year, which experienced a recession of 1.4%, a recovery was observed, due to the implementation of concerted recovery plans across the world. This upturn translated into an increase in the prices of raw materials, in particular cocoa and crude oil, on the international market. Despite this improvement, household expenditure is struggling to recover, mainly due to high unemployment resulting from company closures.

Within the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) growth achieved 3% in 2009 compared with 3.8% the previous year. This slowdown can be attributed to the reduced external demand for exports and the backlog of internal arrears of payment due to the occurrence of the food and energy crises. This situation seriously jeopardizes activity in the private sector and the quality of bank portfolios.

After observing a slowdown in the growth of loans to the economy and of global liquidity, coupled with a significant decrease in inflationary risks in the Union, the Central Bank of West African States (BCEAO) dropped its key rates by half a point on 16 June 2009. Hence, its repurchase rate was cut from 4.75% to 4.25% and its discount rate was brought back down to 6.25%. This decision aims to stimulate and help banks to finance the economy.

In Côte d'Ivoire, the economic recovery was confirmed in 2009, profiting from the return to normal in the socio-political situation and the wrapping up, in March 2009, of a three-year programme supported by the Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF). The debt cancellation obtained as result of a decision made under the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) initiative also had a positive impact. Consequently, Gross Domestic Product (GDP) rose by 3.7%, versus 2.3% in 2008.

This growth, together with a drop in the rate of inflation, was sustained by good performance in all sectors, and particularly the primary sector which recorded a resurgence in activity after a downturn in 2008.

The balance of payments for 2009 represents a total surplus of CFAF 50 billion, compared to a CFAF 13.5 billion deficit in 2008, while a reduction of the services deficit and improved balance of current transfers have put the current account CFAF 385 billion in the black, up 91% from 2008.

At end December 2009, **inflation** stood at an annual average of 1%, compared to 6.3% at end December 2008, largely due to the cut in fuel prices in April 2009 and its repercussions on the cost of goods and services.

At end October 2009, **public finances** registered a total surplus of CFAF 93 billion, including aid, compared to a CFAF 41 billion deficit one year earlier, representing an increase of CFAF 134 billion. This figure is partly explained by increased tax revenues, especially coffee and cocoa registration fees and customs revenue, and partly by the marked increase in foreign contributions, which recorded CFAF 257 billion in aid programmes.

In terms of demand, investment, unlike spending, appears to have risen.

Investment should grow by 12.7% in volume in 2009, driven by the building of industrial infrastructures, the renewal of production facilities, ongoing State projects and the development of socio-economic schemes.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

La situation monétaire à fin novembre 2009 se caractérise par une baisse des avoirs extérieurs nets de 68 milliards de F CFA, un accroissement du crédit intérieur de 352 milliards de F CFA, une augmentation de la masse monétaire de 227 milliards de F CFA et une diminution des interventions de l'Institut d'émission en faveur des banques et établissements financiers de 31 milliards de F CFA.

L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 1 834 milliards de F CFA à fin novembre 2009 contre 1 704 milliards de F CFA à fin décembre 2008, enregistrant ainsi une progression de 130 milliards de F CFA impulsée essentiellement par les crédits ordinaires. L'accroissement de ces derniers à hauteur de 147 milliards de F CFA s'explique par le desserrement de la trésorerie des banques et des entreprises, consécutif aux règlements des titres publics et des dettes fournisseurs, conformément à la volonté des Autorités et au programme économique conclu avec les bailleurs de fonds.

Le taux moyen du marché monétaire s'est établi à 3,25 % à fin novembre 2009. Les taux d'intérêt débiteurs pratiqués par les établissements de crédit ont, quant à eux, évolué dans une fourchette comprise entre 4 % et 18 %.

Le marché boursier de l'UEMOA a clôturé, pour la deuxième année consécutive, en forte baisse. Son indice BRVM composite s'est replié de 25,9 % pour s'afficher à 132,05 points à fin 2009.

Quant au BRVM 10, il a cédé 25,2 % passant de 192,08 points en 2008 à 143,60 en 2009. Sur un total de 38 sociétés cotées, seulement 6 ont terminé l'année en hausse, BICICI, SIVOA CI, TOTAL CI, SGBCI, ONATEL BF et BANK OF AFRICA - BÉNIN.

La capitalisation boursière du marché des actions se situe à 2 808 milliards de F CFA, en baisse de 15,9 % par rapport à fin décembre 2008. Ces contre-performances résultent essentiellement de la crise financière internationale.

**Croissance
2010
+ 4 %**

En 2010, l'économie ivoirienne devrait profiter du renforcement de la coopération financière internationale, avec en prime la consolidation des retombées financières attendues. Elle devrait connaître un taux de croissance de 4 %, grâce à la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire.

Dans **le secteur secondaire**, une croissance de 6,5 % est espérée, grâce à l'amélioration des industries agroalimentaires et au renforcement des activités dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), en liaison avec la poursuite des travaux de construction et des grands chantiers de l'État.

S'agissant **du secteur tertiaire**, il poursuivrait son amélioration pour atteindre une croissance de 4,1 %, sous l'impulsion du dynamisme du transport, des télécommunications et du commerce. ●



*Photo d'équipe,
à l'Agence de Soubré.*

Team photo
at the Soubré Branch.



*La responsable
du Service
Moyens généraux.*

Head of
Facilities Management.



*Le stand BOA-CÔTE D'IVOIRE au salon Archibat, à l'Hôtel Ivoire d'Abidjan.
BOA-CÔTE D'IVOIRE stand at Archibat trade fair in Abidjan's Hôtel Ivoire.*

Total spending for 2009 is down by 0.9% in real terms compared to a rise of 3.2% in 2008, the difference being accounted for largely by the 4.6% drop in government spending, after a squeeze on operational expenditure in order to meet the targets set by the economic and financial programme drawn up with Côte d'Ivoire's development partners.

In monetary terms, net external assets at end November 2009 had fallen by CFAF 68 billion, domestic loans were up by CFAF 352 billion, money supply was up by CFAF 227 billion, and a fall in interventions by the issuing authority in favour of banks and financial establishments of CFAF 31 billion.

Current domestic credit stood at CFAF 1,834 billion at end November 2009, compared to CFAF 1,704 billion at end December 2008, representing growth of CFAF 130 billion, driven largely by ordinary loans. These were up by CFAF 147 billion, due to an easing of cash flow in banks and companies following the payment of public securities and supplier payables required by the authorities and by the economic programme signed with funding agencies.

The average rate on the money market came to 3.25% at end November 2009. Lending rates among credit institutions ranged between 4% and 18%.

At closing, the WAEMU *stock market* was down sharply for the second year running. The BRVM Composite index fell by 25.9% to 132.05 points at end 2009, while the BRVM 10 dropped by 25.2%, from 192.08 points in 2008 to 143.60 points in 2009. Of the 38 listed companies, only six closed up from the previous year: BICICI, SIVOA CI, TOTAL CI, SGBCI, ONATEL BF and BANK OF AFRICA - BÉNIN.

The market capitalisation of the share market came to CFAF 2,808 billion, down by 15.9% compared to end December 2008, a figure largely attributable to the global financial crisis.

In 2010, the Ivorian economy should benefit from increased international financial cooperation, and also from the consolidating effects of the expected financial fallout. Growth should reach 4%, supported by the secondary and tertiary sectors.

The secondary sector is hoping for 6.5% growth, driven by improvement in the agrifood industry and increased activity in the construction and public works sector, with continued State building works and other major projects.

The tertiary sector should continue to improve, reaching growth of 4.1%, driven by the dynamic transport, telecommunications and business segments. ●

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2009

Au cours de l'exercice 2009, l'activité de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) s'est inscrite dans un environnement défavorable aux affaires, marqué par la fragilisation des entreprises et un manque de visibilité quant à la sortie de crise. L'intensité concurrentielle dans le secteur bancaire ivoirien reste forte, avec la présence de 20 banques entretenant 300 guichets.

tout au long de l'année 2009, à savoir les campagnes commerciales « Épargne », « Tous à l'école » et « Dépôts ».

Les comptes commerciaux progressent de 11 % pour s'établir à 93,3 milliards de F CFA en 2009. Cette évolution positive est impulsée par une augmentation de 5 % des dépôts en compte courant, suite aux nombreuses actions de prospection visant à renforcer les relations avec les clients « corporate ».

Le volume des engagements se chiffre à 132,3 milliards de F CFA, ce qui représente un taux de réalisation du budget de 80 %, soit un déficit de 32,5 milliards de F CFA. Il est en baisse de 12,8 % par rapport au 31 décembre 2008, suite au repli de 13,7 % des engagements directs, imputable au resserrement des conditions d'octroi de crédits.

L'encours des engagements directs représente 86 % du total des crédits octroyés et se maintient à 114,7 milliards de F CFA. Son recul de 12 % à fin 2009 résulte de la baisse enregistrée par toutes ses composantes, à savoir crédits de campagne, découverts et escomptes d'effets commerciaux et prêts à court et à moyen terme.

Les engagements par signature s'élèvent à 17,6 milliards de F CFA au 31 décembre 2009, en baisse de 6,2 % comparativement à leur niveau à fin décembre 2008.

Les produits d'exploitation connaissent un accroissement de 3,7 %, passant de 17,4 milliards de F CFA en 2008 à 18,1 milliards de F CFA en 2009, grâce aux produits des commissions. L'essentiel de ces produits est généré par les crédits directs accordés à la clientèle à hauteur de 67 %.

Bilan

184

milliards de
F CFA

La taille du bilan de la Banque passe de 208,6 milliards de F CFA au 31 décembre 2008 à 184,0 milliards de F CFA à fin 2009, soit une réduction de 11 %. Cette variation s'explique principalement par une baisse des engagements sur l'État de Côte d'Ivoire, un retrait important des engagements sur les grandes entreprises pour lesquelles les financements accordés en 2008 n'ont pas été renouvelés et une baisse des placements en trésorerie depuis le remboursement des bons du Trésor 2007-2009.

Le développement du réseau des agences s'est poursuivi au cours de l'année 2009, avec l'ouverture de 8 nouvelles agences dont 7 à l'intérieur du pays, portant ainsi l'effectif des agences à 18 au 31 décembre 2009.

Les dépôts de la clientèle connaissent une progression de 6 % pour atteindre 122,5 milliards de F CFA au 31/12/2009, pratiquement en ligne avec l'objectif fixé, grâce aux actions commerciales menées au cours du dernier trimestre.

Le volume des comptes non commerciaux s'élève à 30,2 milliards de F CFA en 2009, en hausse de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent, grâce aux différentes campagnes commerciales menées



*Le siège, de nuit.
Head Office by night.*

Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2009

Les produits générés par les crédits directs se chiffrent à 12,1 milliards de F CFA, en baisse de 1,3 % par rapport à l'exercice 2008. Cette baisse s'explique par un effet volume. En effet, l'encours de ces crédits est en recul de 13,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Les produits de trésorerie ont augmenté de 5,9% pour atteindre 1,8 milliards de F CFA en 2009, grâce à l'accroissement substantiel de 30 % des intérêts sur prêts interbancaires.

Les charges d'exploitation totalisent globalement 13,6 milliards de F CFA, en accroissement de 4,9 % par rapport à 2008. Cette évolution qui résulte surtout de la poussée de 16,8 % des charges de personnel et frais généraux et de l'augmentation de 21,6 % des dotations et charges exceptionnelles, a été atténuée par le repli du coût des ressources.

Le coût des ressources, hors pertes de change, s'est élevé à 6,6 milliards de F CFA en 2009, en baisse de 7,5 % par rapport à 2008. Cette baisse est en liaison avec le recul de 12 % des charges sur opérations de trésorerie et interbancaires, suite à la réduction du niveau des crédits en syndication dans le Groupe BANK OF AFRICA.

Business at BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) in fiscal year 2009 was conducted in a difficult context, with companies struggling to survive and lacking visibility regarding economic recovery. Competition in the banking sector remains strong, however, with twenty banks and 300 branches.

The Bank's total assets fell by 11% from CFAF 208.6 billion at 31 December 2008 to CFAF 184.0 billion on 31 December 2009, mainly attributable to a decline in credit to the State of Côte d'Ivoire, a significant fall in credit to big businesses, for which financing granted in 2008 was not renewed, and a reduction in Treasury investments since the repayment of Treasury bills between 2007 and 2009.

The branch network continued to grow in 2009, with eight new branches, including seven in the interior, bringing the total number of branches to 18 at 31 December 2009.

During the last quarter, commercial measures helped customer deposits to grow by 6% to CFAF 122.5 billion at 31 December 2009, almost on target.

Commercial campaigns throughout the year for savings, school loans and deposits pushed the **volume of non-commercial accounts** up to CFAF 30.2 billion in 2009, up by 25.7% from the previous year.

Commercial accounts were up by 11% to CFAF 93.3 billion in 2009, a positive trend driven by a 5% increase in current account deposits, after intense prospection designed to cultivate relations with corporate clients.

Commitments came to 80% of the budget, i.e. CFAF 132.3 billion, falling short by CFAF 32.5 billion. The total is down by 12.8% from 31 December 2008, as a result of a 13.7% decline in direct loans, in turn attributable to a tightening of loan approval conditions.

Direct commitments represented 86% of total loans granted, remaining stable at CFAF 114.7 billion. The drop of 12% at the end of 2009 was due to a decline in all components—seasonal loans, overdrafts and discounted trade bills and short- and medium-term loans.

Off-balance sheet commitments came to CFAF 17.6 billion at 31 December 2009, down by 6.2% compared to end December 2008.

Operating income saw an increase of 3.7%, from CFAF 17.4 billion in 2008 to CFAF 18.1 billion in 2009, as a result of income from commissions. Most of this income, i.e. 67%, is generated by direct customer loans.

With poor volumes, **income generated by direct loans** fell by 1.3% compared to 2008, to CFAF 12.1 billion. Outstanding loans were down by 13.7% compared to the previous year.

Treasury income was up by 5.9% in 2009, to CFAF 1.8 billion, driven by a substantial 30% increase in interest on interbank loans.

Operating expenses totalled CFAF 13.6 billion, up 4.9% from 2008, largely as a result of a 16.8% increase in personnel costs and overheads, and a 21.6% hike in provisions and exceptional expenses, but also offset by a fall in the cost of funds.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

Les frais généraux, y compris les frais du personnel, se situent à 5,9 milliards de F CFA en 2009, en progression de 17,3 % par rapport à 2008. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement de la masse salariale, suite aux embauches à grande échelle réalisées au cours de l'année 2009 et par la hausse des frais liés aux ouvertures des nouvelles agences.

Les dotations et les charges exceptionnelles augmentent de 26,9 %, pour s'établir à 5,6 milliards de F CFA en 2009. Cet accroissement est impulsé par la hausse de 32,8 % des dotations aux provisions sur créances douteuses et litigieuses.

Résultat net

1,8
milliard de
F CFA

Malgré le poids élevé de ces provisions, le résultat net après impôt ressort bénéficiaire de 1,8 milliard de F CFA en 2009. Ce résultat peut être jugé acceptable, car réalisé dans un environnement économique défavorable. Il est en particulier attribuable à l'amélioration de 13 % du **Produit Net Bancaire** qui s'affiche à 10,9 milliards de F CFA en 2009, grâce à l'accroissement de la marge d'intermédiation et du produit net des commissions, respectivement à hauteur de 6,8 % et 16,3 %, et à la baisse du coût des ressources.

Pour l'exercice 2010, les prévisions tablent sur une croissance significative de la profitabilité, une progression mesurée des emplois avec une amélioration de la qualité du portefeuille des crédits, un accroissement de la représentativité de la Banque, avec l'ouverture de 5 nouvelles agences et une croissance forte des ressources clientèle, grâce au renforcement des actions commerciales de proximité et au développement de nouveaux produits.

La réalisation de ces objectifs reste cependant tributaire de la normalisation de la situation socio-politique en Côte d'Ivoire.

Au vu du bénéfice de 1,8 milliard de F CFA réalisé en 2009, les membres du Conseil d'Administration proposent aux actionnaires le versement d'un dividende de 20 % du capital social, soit 960 millions de F CFA, et le report en réserve du reliquat.

Les différents résultats obtenus concrétisent les efforts soutenus de tous les collaborateurs de la Banque qu'il convient de féliciter et de remercier et un hommage appuyé doit également être rendu aux actionnaires pour le soutien continu qu'ils apportent à la Banque. ●

Paul DERREUMAUX, Président du Groupe BOA,
pendant son exposé.
Paul DERREUMAUX, Groupe BOA Chairman,
speaking.



*Les Rencontres Cadres BOA 2009, à Abidjan.
The Groupe BANK OF AFRICA network management meeting 2009, in Abidjan.*



*Lala MOULAYE et Sadio CISSÉ,
DG et DGA de la BOA-CÔTE D'IVOIRE.
Lala MOULAYE and Sadio CISSÉ, BOA-COTE D'IVOIRE
Managing Director and Deputy Managing Director.*



The cost of funds, excluding exchange losses, came to CFAF 6.6 billion in 2009, down by 7.5% from 2008. This fall is connected to the 12% drop in expenses on cash and interbank operations, an effect of the reduction of syndicated credit in the BANK OF AFRICA Group.

Overheads, including personnel costs, rose by 17.3% in 2008 to CFAF 5.9 billion in 2009, driven by increased payroll after extensive recruitment campaigns during 2009 and higher costs due to the opening of new branches.

Provisions and exceptional expenses were up by 26.9% to CFAF 5.6 billion in 2009, owing to a 32.8% rise in provisions for doubtful and litigious debts.

Despite the significant cost of provisions, net income after tax came to CFAF 1.8 billion for 2009. Given the poor economic conditions, this is an acceptable result, which is largely attributable to a 13% increase in net banking income, which stood at CFAF 10.9 billion in 2009, boosted by a 6.8% rise in the intermediation margin and a 16.3% rise in net revenues from commissions, and the fall in the cost of funds.

In fiscal year 2010, profitability is expected to increase substantially, with modest employment growth and an improvement in the quality of the credit portfolio. By boosting its local sales presence and developing new products, the Bank should become more representative, with five new branch openings and strong growth in customer deposits.

Meeting these targets, however, will require the normalisation of the socio-political situation in Côte d'Ivoire.

In light of the profit of CFAF 1.8 billion for 2009, the Board proposes to pay shareholders a dividend equal to 20% of the new share capital, i.e. CFAF 960 million, and to transfer the remainder to reserves.

These results reflect the hard work of all the Bank's personnel to whom we should like to extend our congratulations and thanks. We would also like to pay tribute to our shareholders, for their unfailing support for the Bank. ●

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE, S.A. (BOA-CÔTE D'IVOIRE), tels qu'ils sont joints au présent rapport,*
- le respect de la réglementation prudentielle,*
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,*
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

Le 28 août 2002, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a été victime d'un vol à main armée dans ses locaux. Le préjudice subi par la BOA-CÔTE D'IVOIRE à ce titre, est évalué à 100 millions de F CFA.

Ce montant inscrit à l'actif du bilan n'a pas fait l'objet d'une provision pour dépréciation depuis la survenance du préjudice, car la direction de la Banque nous a indiqué qu'elle attendait un remboursement de la part de la Banque Centrale, à l'instar de ses confrères concernés.

II. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques relatives au respect de la réglementation prudentielle.

Nous devons porter à votre attention l'information suivante :

Le ratio de structure du portefeuille au 31 décembre 2009 s'élève à 2,65 %, alors que le minimum réglementaire est de 60 %.

III. AUTRES VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire de l'UMOA.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés aux paragraphes I et II ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque ;
- le respect, d'une part, des prescriptions de l'article 35 de la loi portant réglementation bancaire relatif aux engagements directs et indirects des personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement des banques et, d'autre part, des dispositions légales et réglementaires.

Par ailleurs, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque s'élèvent à 1 081 millions de F CFA au 31 décembre 2009, et représentent 12,41 % des fonds propres effectifs de la Banque à cette date. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

IV. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

L'examen des procédures de contrôle interne et des sécurités informatiques existantes a mis en exergue les principaux axes d'amélioration suivants :

- Les procédures relatives à l'organisation comptable de la Banque devraient être actualisées et complétées par la formalisation des procédures d'arrêts comptables, et d'établissement des états réglementaires (mensuels, trimestriels, semestriels et annuels), ainsi que des comptes annuels, en précisant notamment :
 - les points de vigilance pour chaque groupe de comptes sensibles ;
 - la stratégie retenue pour en assurer la prise en charge efficace ;
 - les diligences à réaliser et les moyens à déployer pour mettre en œuvre cette stratégie ;
 - le planning détaillé de réalisation des travaux (tâches clés/personnes ressources/délais de réalisation) pour chacun des arrêts périodiques.
- Certaines tâches assurées par le Contrôle Général de la Banque devraient être affectées à d'autres services opérationnels, de sorte à recentrer cette fonction sur les activités de contrôle. Sans être limitatif et exhaustif, les tâches concernées sont les suivantes :
 - la gestion et suivi des réclamations ;
 - la délivrance des attestations bancaires ;
 - la création des habilitations informatiques ;
 - l'administration et la gestion des archives ;
 - la commande des chéquiers et des cartes magnétiques.

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

- Les dossiers d'engagements des sociétés emprunteuses devraient systématiquement comporter :
 - les derniers états financiers ou les rapports de certification des comptes ;
 - les documents d'autorisation par les structures compétentes (Comité de Crédit, Direction Générale) des dépassements des lignes de crédit accordées ;
 - les documents d'évaluation et d'actualisation de la valeur des garanties hypothécaires constituées par la Banque.
- Au plan informatique, les règles de séparation des tâches dévolues à la fonction informatique devraient être améliorées de sorte à éviter que les travaux afférents à l'implémentation d'un changement informatique majeur soient cumulés avec ceux relatifs au contrôle du respect des procédures applicables en la matière.

Par ailleurs, le plan de secours informatique et de reprise d'activité, en cas de survenance d'un sinistre, devrait être formalisé.

*Les Commissaires aux Comptes
Abidjan, le 22 mars 2010*

Pour MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN
Expert Comptable Diplômé

Pour ERNST & YOUNG
Caroline ZAMOJCIOWNA-ORIO
Expert Comptable Diplômé

Rapport Spécial

des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2009

En application des articles 440 à 442 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 438 de cette loi.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous devons vous rendre compte de tous les prêts consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social.

I. CONVENTION NOUVELLE ENTRE LA BOA-CÔTE D'IVOIRE ET BOA GROUP S.A. (ARTICLE 438 DU DROIT DES SOCIÉTÉS DE L'OHADA)

Administrateurs concernés :

Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet : Convention de prêt convertible subordonné de 656 millions de F CFA conclue en décembre 2009 pour une durée de 5 ans et 6 mois au profit de la BOA-CÔTE D'IVOIRE.

Modalités :

Les conditions du prêt sont les suivantes :

- *Intérêt fixe*

Le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.

- *Intérêt variable*

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/fonds propres) sur la même période.

Aucune charge n'a été supportée par la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2009 au titre de cette convention.

Rapport Spécial

des Commissaires aux Comptes

2. CONVENTIONS ANCIENNES (ARTICLE 440 DU DROIT DES SOCIÉTÉS DE L'OHADA)

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

2.1. Convention de prêt subordonné avec BOA GROUP S.A. (anciennement dénommé African Financial Holding)

Administrateurs concernés :
Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet : Convention de prêt subordonné de 300 millions de F CFA de AFH à la BOA-CÔTE D'IVOIRE conclue en juin 2007, pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Modalités :

Les conditions du prêt sont les suivantes :

- **Intérêt fixe :**

Le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.

- **Intérêt variable :**

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/fonds propres) sur la même période.

Ce prêt a fait l'objet de remboursements partiels de 60 millions de F CFA en 2008 et 60 millions de F CFA en juin 2009. Le solde de ce prêt est de 180 millions de F CFA au 31 décembre 2009.

La charge supportée par la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2009 au titre de cette convention s'élève à 25,5 millions de F CFA.

2.2. Convention de prêt subordonné avec la BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN)

Administrateurs concernés :
Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Benoît MAFFON.

Nature et objet : Convention de prêt subordonné de 600 millions de F CFA de la BOA-BÉNIN à la BOA-CÔTE D'IVOIRE conclue en 2007 pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Modalités :

Les conditions du prêt sont les suivantes :

- **Intérêt fixe**

Le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.

- **Intérêt variable**

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/ fonds propres) sur la même période.

Ce prêt a fait l'objet de remboursements partiels de 120 millions de F CFA en 2008 et 120 millions de F CFA en 2009. Le solde de ce prêt est de 360 millions de F CFA au 31 décembre 2009.

La charge supportée par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2009 au titre de cette convention s'élève à 51 millions de F CFA.

2.3. Convention d'assistance technique avec la société AFH-SERVICES

Administrateur concerné :
Monsieur Paul DERREUMAUX.

Nature et objet : Convention d'assistance technique d'AFH-SERVICES à la BOA-CÔTE D'IVOIRE en matière de facilitation des opérations internationales et de savoir-faire bancaire. La convention a été signée en 1996 pour une durée de 10 ans et renouvelable par tacite reconduction par périodes de trois années, sur une période globale de six années au terme de laquelle elle ne pourra être renouvelée que par suite d'une autorisation expresse du Conseil d'Administration de la Banque.

Modalités :

Les charges supportées par la BOA-CÔTE D'IVOIRE au cours de l'exercice 2009 s'élèvent à 268 millions de F CFA hors taxes.

2.4. Avance en compte courant de la BOA-CÔTE D'IVOIRE à la SCI OLYMPE

Administrateur concerné :
Monsieur Paul DERREUMAUX.

Nature et objet : Contribution de la BOA-CÔTE D'IVOIRE au financement de la construction de son siège social.

Modalités :

Ces avances ont été effectuées suite à trois appels de fonds pour un montant total de 985 millions de F CFA à fin 2001. Le solde de l'avance consentie s'élève à 639 millions de F CFA au 31 décembre 2009. Le taux de rémunération de ce prêt est de 3 % en 2009.

Les produits comptabilisés au titre de l'exercice 2009 s'établissent à 57 millions de F CFA.

2.5. Convention de prêt avec BOA GROUP S.A.

Administrateurs concernés :
Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet : Emprunt accordé à la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE par BOA GROUP S.A. et subordonné à la garantie de bonne fin des crédits en souffrance de BANORIENT, S.A. et de BANORABE HOLDING, S.A., cédés à la société AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) pour 2 439 184,65 Euros, soit 1 600 millions de F CFA.

Cet emprunt a été partiellement converti en actions pour 609 796,07 Euros, soit 400 millions de F CFA au cours de l'augmentation du capital approuvée par votre Assemblée Générale durant l'exercice 2007. Le solde de cet emprunt qui s'établissait au 31 décembre 2008 à 1 200 millions de F CFA a été totalement apuré, en décembre 2009, comme suit :

- Remboursement de 600 millions de F CFA aux prêteurs.

Abandon par les prêteurs de leurs créances en faveur de BOA-CÔTE D'IVOIRE pour 600 millions de F CFA.

3. CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE 35 DE LA LOI N° 90 018 DU 27 JUILLET 1990

Les prêts ou garanties cités au titre de l'article 35 de la loi n° 90-018 du 27 juillet 1990 ont été accordés dans des conditions analogues à celles généralement pratiquées par la Banque à sa clientèle et à ses correspondants.

Rapport Spécial

des Commissaires aux Comptes

3.1. Avec la BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN)

Le solde du compte courant bancaire de la BOA-BÉNIN dans les livres de la BOA-CÔTE D'IVOIRE est débiteur de 397 millions de F CFA au 31 décembre 2009.

3.2. Avec la société BOA GROUP SA (anciennement dénommée AFH)

Le solde du compte courant bancaire de BOA GROUP SA dans les livres de la BOA-CÔTE D'IVOIRE est débiteur de 86 millions de F CFA au 31 décembre 2009.

3.3. Avec la BANK OF AFRICA – NIGER (BOA-NIGER)

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à court terme à la BOA-NIGER. L'encours total de ces prêts au 31 décembre 2009 est de 5 732 millions de F CFA dont 2 509 millions de F CFA au titre des crédits antérieurs à l'exercice 2009 et 3 223 millions de F CFA au titre des crédits accordés au cours de cet exercice. Ces prêts ont généré 350 millions de F CFA de produits d'intérêts sur l'exercice 2009.

3.4. Avec la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI)

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à moyen terme à la BOA-MALI dont le solde au 31 décembre 2009 est de 1 851 millions de F CFA dont 851 millions de F CFA au titre des crédits antérieurs à l'exercice 2009 et 1 000 millions de F CFA au titre des crédits accordés au cours de cet exercice. Ces prêts ont généré 107 millions de F CFA de produits d'intérêts sur l'exercice 2009.

3.5. Avec la BANK OF AFRICA – KENYA (BOA-KENYA)

Le solde du compte courant bancaire de la BOA-KENYA dans les livres de la BOA-CÔTE D'IVOIRE est débiteur de 0,1 million de F CFA au 31 décembre 2009.

3.6. Avec ÉQUIPBAIL – MALI

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé un prêt à moyen terme à ÉQUIPBAIL-MALI d'un montant de 750 millions de F CFA en septembre 2009, augmenté en décembre 2009 de 50 millions de F CFA.

Ces différents prêts ont généré un produit financier de 6 millions de F CFA sur l'exercice 2009.

3.7. Avec ÉQUIPBAIL – BÉNIN

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a accordé un prêt à court terme à ÉQUIPBAIL-BÉNIN dont le solde au 31 décembre 2009 s'établit à 200 millions de F CFA. Ce prêt a été mis en place le 31 décembre 2009 et n'a généré aucun produit d'intérêt sur la période.

*Les Commissaires aux Comptes
Abidjan, le 6 avril 2010*

Pour MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN
Expert Comptable Diplômé

Pour ERNST & YOUNG
Caroline ZAMOJCIOWNA-ORIO
Expert Comptable Diplômé

Bilan, Compte de résultat, Résolutions

Balance sheet, Income Statement, Resolutions



Changer la vie

Making life different

Bilan Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Actif / Assets	Exercice / Fiscal year 2008	Exercice / Fiscal year 2009
CAISSE / CASH	3 891 920 547	5 103 693 608
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK PLACEMENTS	40 363 664 841	31 871 591 332
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	30 102 525 792	18 299 133 579
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANKS	22 575 766 937	16 001 301 098
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	7 526 758 855	2 297 832 481
• À TERME / TERM DEPOSITS	10 261 139 049	13 572 457 753
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' LOANS	132 948 507 925	114 697 104 252
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	7 703 804 787	6 784 174 753
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	7 703 804 787	6 784 174 753
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	82 006 580 105	78 704 869 582
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	2 908 256 986	59 761 211
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	79 098 323 119	78 645 108 371
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / ORDINARY DEBTOR ACCOUNTS	43 238 123 033	29 208 059 917
• AFFACTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / CURRENT SECURITIES	18 125 404 000	9 961 600 000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / INVESTMENTS IN ASSOCIATES	1 650 382 608	4 500 221 887
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & RELATED OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL INVESTMENTS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	56 798 434	132 696 043
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	5 124 694 487	6 137 136 076
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	4 517 495 810	9 402 946 618
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 968 216 073	2 188 385 397
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	208 647 084 725	183 995 375 213

Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	Exercice / Fiscal year 2008	Exercice / Fiscal year 2009
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	21 691 236 588	17 952 040 207
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	3 497 922 653	2 107 410 032
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	3 497 922 653	2 107 410 032
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	18 193 313 935	15 844 630 175
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	2 898 604 300	319 542 798
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	15 294 709 635	15 525 087 377
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

Balance sheet for the last two financial periods (in CFAF)

Passif / Liabilities	Exercice / Fiscal year 2008	Exercice / Fiscal year 2009
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	74 187 444 325	38 501 193 990
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	5 816 040 514	5 267 567 522
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	5 816 040 514	5 267 567 522
• À TERME / TERM DEPOSITS	68 371 403 811	33 233 626 468
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' DEPOSITS	115 578 248 252	122 476 421 414
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	4 123 838 086	6 681 967 324
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS	24 207 173	665 635 073
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS	3 216 570 454	4 845 437 160
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	68 225 531 281	67 729 629 774
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	39 988 101 258	42 553 752 083
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBTS EVIDENCED BY SECURITIES		3 000 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	5 055 859 278	6 293 080 039
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	896 157 154	1 033 527 515
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	217 398 559	76 285 124
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS	1 200 000 245	
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	720 000 000	1 195 960 000
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	548 457 817	472 696 430
CAPITAL / CAPITAL	4 500 000 000	4 800 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	160 000 000	160 000 000
RÉSERVES / RESERVES	3 174 674 485	4 154 727 320
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	8 492 380	3 791 775
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	2 400 352 230	1 827 691 606
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	208 647 084 725	183 995 375 213

Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	Exercice / Fiscal year 2008	Exercice / Fiscal year 2009
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	112 135 221 656	99 819 820 352
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	0	0
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	112 135 221 656	99 819 820 352
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	36 328 463 354	32 719 152 667
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	75 806 758 302	67 100 667 685
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

Résultat *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Charges / Expenses

Exercice / Fiscal year 2008

Exercice / Fiscal year 2009

INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & RELATED EXPENSES	7 126 558 198	6 680 246 345
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK DEBTS	4 309 207 079	3 812 014 415
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' DEBTS	2 817 351 119	2 775 231 930
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON SECURITIES		93 000 000
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS ET SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS /ON BLOCKED ACCOUNTS OF SHAREHOLDERS AND ASSOCIATES AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	88 334 031	195 986 238
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	84 128 746	104 089 789
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		2 500 000
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	84 128 746	101 589 789
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	149 577 065	146 392 612
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING EXPENSES	5 058 195 009	5 932 017 600
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	1 779 992 031	2 079 541 870
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER GENERAL EXPENSES	3 278 202 978	3 852 475 730
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	451 776 627	537 256 211
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN / DEFICIT ON CORRECTIONS TO SECURITIES, LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET	1 346 767 928	2 412 676 433
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONS OVER FUNDS RECOVERED FOR GENERAL BANKING RISKS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	140 546 768	26 321 013
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	618 311 271	543 936 907
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	73 960 882	15 000 000
BÉNÉFICE / GAINS	2 400 352 230	1 827 691 606
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	17 538 508 755	18 421 614 754

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)

Produits / Income	Exercice / Fiscal year 2008	Exercice / Fiscal year 2009
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST AND RELATED INCOME	12 867 058 663	12 945 046 491
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	590 592 459	769 376 021
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' LOANS	12 276 466 204	12 117 774 637
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		57 895 833
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & RELATED INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / INCOME FROM LEASING & RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	2 140 628 720	2 310 869 420
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	2 065 984 462	2 269 769 191
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM CURRENT SECURITIES	1 148 409 600	996 938 691
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS AND RELATED INCOME	132 521 024	195 833 489
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	422 352 329	521 696 408
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	362 701 509	555 300 603
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	46 967 840	364 353 517
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	303 528 585	185 657 655
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ RECOVERY OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON CORRECTIONS TO VALUE OF LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
/ SURPLUS RECOVERED ON PROVISION OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		75 761 387
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	17 530 861	40 574 356
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	96 809 624	229 582 737
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	17 538 508 755	18 421 614 754

Résultat *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Produits & Charges	Exercice 2008	Exercice 2009
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	12 867 058 663	12 945 046 491
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	590 592 459	769 376 021
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	12 276 466 204	12 117 774 637
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS		57 895 833
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-7 126 558 198	-6 680 246 345
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-4 309 207 079	-3 812 014 415
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-2 817 351 119	-2 775 231 930
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		-93 000 000
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	5 740 500 465	6 264 800 146
PRODUITS DE COMMISSIONS	2 140 628 720	2 310 869 420
CHARGES DE COMMISSIONS	-88 334 031	-195 986 238
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	2 052 294 689	2 114 883 182
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	1 148 409 600	994 438 691
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS	132 521 024	195 833 489
• OPÉRATIONS DE CHANGE	338 223 583	420 106 619
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	362 701 509	555 300 603
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1 981 855 716	2 165 679 402
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	46 967 840	364 353 517
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-149 577 065	-146 392 612
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	303 528 585	185 657 655
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	9 975 570 230	10 948 981 290
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-5 058 195 009	-5 932 017 600
• FRAIS DE PERSONNEL	-1 779 992 031	-2 079 541 870
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-3 278 202 978	-3 852 475 730
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-451 776 627	-537 256 211
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 465 598 594	4 479 707 479
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-1 346 767 928	-2 412 676 433
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG		75 761 387
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	3 118 830 666	2 142 792 433
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-123 015 907	14 253 343
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-521 501 647	-314 354 170
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-73 960 882	-15 000 000
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 400 352 230	1 827 691 606

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)

Income & Expenses	Fiscal year 2008	Fiscal year 2009
INTEREST AND RELATED INCOME	12 867 058 663	12 945 046 491
• ON INTERBANK LOANS	590 592 459	769 376 021
• ON CUSTOMERS' LOANS	12 276 466 204	12 117 774 637
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		57 895 833
• ON SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST AND RELATED EXPENSES	-7 126 558 198	-6 680 246 345
• ON INTERBANK DEBTS	-4 309 207 079	-3 812 014 415
• ON CUSTOMERS' DEBTS	-2 817 351 119	-2 775 231 930
• ON SECURITIES		-93 000 000
• OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	5 740 500 465	6 264 800 146
COMMISSION INCOME	2 140 628 720	2 310 869 420
COMMISSION EXPENSES	-88 334 031	-195 986 238
NET RESULT FROM COMMISSION	2 052 294 689	2 114 883 182
NET RESULT FROM		
• CURRENT SECURITIES TRANSACTIONS	1 148 409 600	994 438 691
• DIVIDENDS AND RELATED TRANSACTIONS	132 521 024	195 833 489
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	338 223 583	420 106 619
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	362 701 509	555 300 603
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	1 981 855 716	2 165 679 402
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	46 967 840	364 353 517
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-149 577 065	-146 392 612
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	303 528 585	185 657 655
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
OPERATING INCOME	9 975 570 230	10 948 981 290
GENERAL OPERATING EXPENSES	-5 058 195 009	-5 932 017 600
• PERSONNEL COSTS	-1 779 992 031	-2 079 541 870
• OTHER GENERAL EXPENSES	-3 278 202 978	-3 852 475 730
DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-451 776 627	-537 256 211
RECOVERY OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS		
GROSS OPERATING PROFIT	4 465 598 594	4 479 707 479
NET RESULT FROM VALUE ADJUSTMENTS	-1 346 767 928	-2 412 676 433
NET SURPLUS FROM ALLOCATIONS AND REVERSALS ON RESERVES FOR GBR		75 761 387
PRE-TAX OPERATING INCOME	3 118 830 666	2 142 792 433
EXTRAORDINARY ITEMS	-123 015 907	14 253 343
RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	-521 501 647	-314 354 170
CORPORATE INCOME TAX	-73 960 882	-15 000 000
NET INCOME FROM THIS FINANCIAL PERIOD	2 400 352 230	1 827 691 606

Résolutions

Resolutions

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2009, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2009 se solde par un bénéfice de 1 827 691 606 F CFA après une dotation aux amortissements de 537 256 211 F CFA et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de 15 000 000 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2009.

Elle donne également décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur.

	En F CFA
Résultat de l'exercice	1 827 691 606
Réserve légale (15 % du bénéfice)	274 153 741
Report à nouveau antérieur	3 791 775
Dividende (20 % du capital)	960 000 000
Réserves facultative	300 000 000
Nouveau report à nouveau	297 329 640

FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Director's and the external auditor's report on fiscal year 2009, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2009 closed with a profit of CFAF 1,827,691,606 after amortizations of CFAF 537,256,211 and corporate income tax of CFAF 15,000,000.

In addition, after reviewing the external auditors' special report on agreements covered by article 440 of the Uniform Act of OHADA, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2009.

The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the same period.

SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Director's proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows.

	In CFAF
Net income for the period	1,827,691,606
Legal reserve (15% of income)	274,153,741
Previous balance brought forward	3,791,775
Dividend (20% of capital)	960,000,000
Optional reserves	300,000,000
New balance brought forward	297,329,640

TROISIÈME RÉOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement à l'État de l'impôt sur le revenu de Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net d'impôt correspondant à une rémunération de 1 800 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège social à compter du 1^{er} juin 2010 par estampillage du coupon n° 11 de l'action remise à chaque actionnaire.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

THIRD RESOLUTION

In accordance with the previous resolution, and after deliberation, the Annual General Meeting decided that, after payment to the State of tax on income from securities at 10% of the gross dividend, shareholders will effectively be paid a dividend net of tax of CFAF 1,800 per share of CFAF 10,000.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 1 June 2010, on stamping coupon 11 of the share certificate held by each shareholder.

FOURTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

Annexes

1 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. NOTE SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicables aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.2. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR RUBRIQUE

1.2.1 Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru au prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.2.2 Créances sur la clientèle

Conformément aux dispositions du plan comptable bancaire, les crédits à la clientèle sont ventilés suivant leur durée initiale définie comme suit :

CRÉDITS A COURT TERME	INFÉRIEUR A DEUX ANS
CRÉDITS A MOYEN TERME	ENTRE DEUX ET DIX ANS
CRÉDITS A LONG TERME	SUPÉRIEUR A DIX ANS

1.2.3 Provisions pour dépréciation des créances en souffrances

• Classification des créances en souffrance

Les crédits en souffrance comprennent les créances impayées ou immobilisées, les créances douteuses et litigieuses :

- Les créances impayées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement.
- Les créances immobilisées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté.
- Les créances douteuses et litigieuses sont des créances présentant un risque probable ou certain de non recouvrement.

• Composition des créances douteuses et litigieuses

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a changé de dénomination sociale en 1996 à la suite de la cession au profit du groupe AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) de 86 % du capital de l'UBCI-BANAFRIQUE représentant la participation de la BANORABE. Les engagements en souffrance figurant à l'actif du bilan de BOA-CÔTE D'IVOIRE résultent de la nouvelle gestion de BOA-CÔTE D'IVOIRE. En effet les créances douteuses et litigieuses issues de l'ancienne gestion BANAFRIQUE ont toutes été passées en perte au cours de l'exercice 2009.

• Règles de provisionnement des créances douteuses et litigieuses

Les créances en souffrance font l'objet d'une provision déterminée au cas par cas. L'instruction n° 94-05 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire définit les règles minimales de provisionnement des risques en souffrance. Ces règles ont été modifiées à compter du 1^{er} janvier 2000 par l'instruction n° 2000/01/RB du 1^{er} janvier 2000.

1.2.4 Opérations en devises

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

1.2.5 Comptabilisation des opérations d'encaissement

Les opérations d'encaissement pour lesquelles la Banque reçoit des valeurs (effets commerciaux, chèques, avis de prélèvement, titres et coupons) pour présentation au paiement, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, sont enregistrées conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire.

Les opérations d'encaissement concernent les effets commerciaux escomptés, les valeurs reçues à l'encaissement avec crédit immédiat et les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles.

Conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994, les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles sont enregistrées dans des comptes de hors bilan.

1.2.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de développement informatique qui sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 ans.

1.2.7 Immobilisation corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique. Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire, sur la base des taux suivants :

MATÉRIEL ET OUTILLAGE D'EXPLOITATION	10 %
MOBILIER D'EXPLOITATION	10 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	33,33 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	25 %
AGENCEMENT, INSTALLATIONS	10 %
MATÉRIEL ET MOBILIER DE LOGEMENT	10 %
CONSTRUCTION	5 %

1.2.8 Provisions réglementées

Le montant de cette rubrique correspond à la provision spéciale pour risque afférent aux opérations de crédit à moyen et long termes dont la constitution est autorisée par l'article 6-III-C-F du Code Général des impôts. La Banque BOA-CÔTE D'IVOIRE a utilisé la faculté de comptabiliser cette provision depuis l'exercice clos le 31 décembre 1998.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est limité à 5 % du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5 % du montant total de l'encours des crédits à long et moyen termes.

1.2.9 Titres de participation

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation par rapport à leur valeur intrinsèque correspondant à la quote-part de l'actif net détenue.

Annexes

2 OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2008*		Au 31/12/2009*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	39 764	51 157	29 121	16 403
DE 1 MOIS À 3 MOIS	600	1 486	224	2 667
DE 3 MOIS À 6 MOIS		1 007	229	549
DE 6 MOIS À 2 ANS		6 266	1 482	5 036
DE 2 ANS À 5 ANS		7 885	815	8 379
PLUS DE 5 ANS		6 386		5 467
TOTAL	40 364	74 187	31 871	38 501

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2008*		Au 31/12/2009*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	75 887	94 544	64 159	96 393
DE 1 MOIS À 3 MOIS	4 524	3 759	4 634	8 739
DE 3 MOIS À 6 MOIS	3 807	4 714	2 688	5 313
DE 6 MOIS À 2 ANS	12 962	4 626	10 196	7 129
DE 2 ANS À 5 ANS	19 658	7 932	22 160	4 902
PLUS DE 5 ANS	10 383	3	8 878	0
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	5 727		1 982	
TOTAL	132 948	115 578	114 697	122 476

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2008*		Au 31/12/2009*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	6 357	8 752	5 615	25 523
ENTREPRISES PRIVÉES	111 591	102 702	98 762	89 504
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	0			
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	15 000	4 124	10 320	7 449
TOTAL	132 948	115 578	114 697	122 476

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	2 920	1 818
CRÉANCES DOUTEUSES	14 557	13 099
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-11 751	-12 935
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	5 726	1 982

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	Brut	Net		

DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

• ACTIBOURSE S.A.	46	46	350	13,14
• BANK OF AFRICA - FRANCE	656	656	3 280	20,00
• BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL	10	10	4 250	0,24
• BANK OF AFRICA - KENYA	1 330	1 330	11 952	11,13
• BICICI	14	14	16 667	0,08
SOUS TOTAL	2 056	2 056		

DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS

• AISSA SARL	7	7	42	16,67
• SCI OLYMPE	90	90	200	45,00
• BOA GROUP S.A.	4	4	26 226	0,02
• SHBR	18	18	632	2,85
• CTMI	1	1		
• AGORA S.A.	29	29	5 000	0,58
• AFRIC INVEST	253	253	54 570	0,46
• VISA	5	5		
• NESTLE	112	112	5 517	2,03
SOUS TOTAL	519	519		

TOTAL PARTICIPATIONS**2 575 2 575****AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**

TPCI 2009-2016	1 000	1 000		
FOND COMMUN DE PLACEMENT	200	200		
COLINA PARTICIPATION	200	200		
ÉTAT DU SÉNÉGAL	525	525		
SOUS TOTAL	1 925	1 925		

TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**4 500 4 500**

Annexes

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2008*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2009*
IMMOBILISATIONS BRUTES	436	94		530
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	379	18		397
TOTAL NET	57	76	0	133

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2008*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2009*
IMMOBILISATIONS BRUTES	7 545	2 848	1 377	9 016
• IMMOBILISATIONS EN COURS	446	1 013	1 312	147
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	7 099	1 835	65	8 869
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				0
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				0
AMORTISSEMENTS	2 421	519	61	2 879
• IMMOBILISATIONS EN COURS		0		
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	2 421	519	61	2 879
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				0
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				0
TOTAL NET	5 124	2 329	1 316	6 137

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
DÉBITEURS DIVERS	155	412
VALEURS NON IMPUTÉES	47	1 823
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	2 652	4 862
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	840	485
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS		56
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	823	1 765
TOTAL	4 517	9 403

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	552	444
DETTES RATTACHÉES	1 963	1 530
DIVERS	2 541	4 319
TOTAL	5 056	6 293

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS**2.7.1 Actif**

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	339	224
PRODUITS À RECEVOIR	1 353	78
DIVERS	199	1 886
TOTAL	1 891	2 188

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
CHARGES À PAYER	349	516
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	524	490
DIVERS	22	28
TOTAL	895	1 034

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	58	58
PERTES ET CHARGES	159	18
TOTAL	217	76

Annexes

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant au 31/12/2008*	Affectation du résultat 2008*	Autres mouvements*	Montant au 31/12/2009*
F.R.B.G.	548		-75	473
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	160		0	160
RÉSERVES LÉGALES	1 028	360		1 388
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES	3	0		3
AUTRES RÉSERVES	2 144	920	-300	2 764
CAPITAL SOCIAL	4 500		300	4 800
FONDS AFFECTÉS	0	0		0
EMPRUNTS SUBORDONNÉS	0			0
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES	0	0		0
REPORT À NOUVEAU	8	0	-4	4
RÉSULTAT 2008	2 400	-2 400		0
RÉSULTAT 2009			1 828	1 828
TOTAL	10 791	-1 120	1 749	11 420

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2006	88
2007	25
2008	0
2009	-75
SOIT AU 31/12/2009	38

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE s'élève à 4 800 millions de F CFA.
Il est composé de 4 800 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA GROUP S.A.	74,01 %
AUTRES BANK OF AFRICA	2,94 %
ATTICA S.A.	3,73 %
ACTIONNAIRES NATIONAUX	11,04 %
AUTRES ACTIONNAIRES	8,28 %
TOTAL	100,00 %

3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
ENGAGEMENTS DONNÉS	21 691	17 952
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 498	2 107
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 498	2 107
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	18 193	15 845
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	2 898	320
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	15 295	15 525
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
ENGAGEMENTS REÇUS	112 136	99 820
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	112 136	99 820
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	36 328	32 719
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	75 808	67 101
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

Annexes

4 OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	590	769
• À VUE	211	28
• À TERME	379	741
SUR CRÉANCES DE LA CLIENTÈLE	12 277	12 176
• CRÉANCES COMMERCIALES	960	839
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	2 510	2 582
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	4 851	4 330
• CRÉDITS À MOYEN TERME	3 170	3 108
• CRÉDITS À LONG TERME	786	1 317
TOTAL	12 867	12 945

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	4 309	3 812
• À VUE	281	277
• À TERME	4 028	3 535
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	2 817	2 868
• À VUE	399	378
• À TERME	2 418	2 490
TOTAL	7 126	6 680

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	2 141	2 311
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	6	80
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 135	2 231
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	-88	-196
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	-60	-121
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-28	-75

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 454	1 715
CHARGES SOCIALES	326	364
TOTAL	1 780	2 079

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	49	517
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	113	58
LOYERS	232	187
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	144	157
PRIMES D'ASSURANCE	63	87
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	930	1 094
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	207	338
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	49	103
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	290	430
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	322	429
JETONS DE PRÉSENCE	67	46
MOINS-VALUES DE CESSIONS	0	0
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	313	406
TOTAL	3 279	3 852

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	452	537
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	452	537
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	452	537

Annexes

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2008*	Au 31/12/2009*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 729	3 624
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	83	35
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	165	
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	735	1 449
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-2 241	-2 440
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-63	-89
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-61	-166
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	0	
TOTAL	1 347	2 413

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2008	2009
CADRES EXPATRIÉS	3	4
CADRES LOCAUX	45	46
GRADÉS	71	78
EMPLOYÉS	27	19
PERSONNEL NON BANCAIRE	5	5
PERSONNEL TEMPORAIRE	0	0
TOTAL	151	152

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2008*	2009*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	7 335	2 134
• BILLETS ET MONNAIES	297	233
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	7 038	1 901
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	47	21
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	0	0
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	0	0
• REFINANCEMENTS	0	0
• AUTRES SOMMES DUES	0	0
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	0	81
• COMPTES ORDINAIRES	0	81

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2009

Nature	En F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2009	1 827 691 606
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2008	3 791 775
TOTAL À RÉPARTIR	1 831 483 381
RÉSERVE LÉGALE (15% DU RÉSULTAT)	303 863 860
DIVIDENDE (20% DU CAPITAL)	960 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	560 000 000
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	7 619 521
TOTAL RÉPARTI	1 831 483 381

6 RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2005	2006	2007	2008	2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	2 500	3 000	3 800	4 500	4 800
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	250 000	300 000	380 000	450 000	480 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	10 577	11 481	14 092	17 424	18 075
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 321	3 740	4 544	4 273	4 792
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	205	193	188	74	15
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	724	1 332	2 135	2 400	1 828
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	12 464	11 823	11 463	9 331	9 952
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 918	4 440	5 618	5 333	3 808
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	114	118	134	151	152
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	834	988	1 246	1 454	1 715
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	200	216	297	326	364

** En F CFA

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Abidjan Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas
01 BP 4132 – Abidjan 01 – CÔTE D'IVOIRE
Tél. : (225) 20 30 34 00 – Fax : (225) 20 30 34 01
Swift : AFRICIAB – Email <information@boacoteivoire.com>

www.boacoteivoire.com

AGENCES ABIDJAN

ABIDJAN BRANCHES

● AGENCE CENTRALE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 34 00 – Fax : (225) 20 30 34 01

● AGENCE ELITE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 34 00 / 12 – Fax : (225) 20 30 34 01

● ADJAME

Adjamé Sud, Rue du Commissariat
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 12 30 à 32 – Fax : (225) 20 30 12 33

● BIETRY

Boulevard de Marseille – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 35 18 39 à 42 – Fax : (225) 21 35 18 43

● COMMERCE

Avenue du Général de Gaulle, Immeuble Nabil
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 33 13 90 – Fax : (225) 20 33 23 98

● MARCORY

Rue de la Paix – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 79 90 à 98 – Fax : (225) 21 21 79 99

● II PLATEAUX

Rue des Jardins – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 22 52 75 35 à 38 – Fax : (225) 22 52 75 39

● TREICHVILLE

Rond point, Rue 12
Tél. : (225) 21 75 55 00/01 – Fax : (225) 21 75 55 02

● VRIDI

Rue des Pétroliers – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 80 20 à 23 – Fax : (225) 21 21 80 24

● ZONE 4

Rue Pierre et Marie Curie – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 75 19 11 à 19 – Fax : (225) 21 75 19 10



AGENCES RÉGIONALES

REGIONAL BRANCHES

● BOUAKE

Quartier Commerce, en face de la RAN – 01 BP 4132 – Abidjan
Tél. : (225) 31 65 92 20 – Fax : (225) 31 65 92 24

● DALOA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 32 78 82 35 – Fax : (225) 32 78 82 39

● GAGNOA

Quartier commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 32 77 86 65 à 67 – Fax : (225) 32 77 86 69

● KORHOGO

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 36 85 01 10 – Fax : (225) 36 85 01 13

● SAN PEDRO

Boulevard de la République – 01 BP 11 – San Pedro
Tél. : (225) 34 71 73 50 à 55 – Fax : (225) 34 71 73 51

● SINFRA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 30 68 14 40 – Fax : (225) 30 68 14 43

● SOUBRE

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 34 72 20 02 / 28 – Fax : (225) 34 72 20 37

● YAMOUSSOUKRO

Quartier Commerce, Côté Marché – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 30 64 63 10 – Fax : (225) 30 64 63 13



GRUPE BANK OF AFRICA

www.bank-of-africa.net